



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Radio France

Question au Gouvernement n° 1175

Texte de la question

AUDIOVISUEL PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Michel Françaix, pour le groupe socialiste.

M. Michel Françaix. Ma question s'adresse à M. le ministre de la culture et de la communication.

Je compte, monsieur le ministre, sur votre *fair play* pour ne pas répondre, comme certains de vos collègues, que c'est toujours de la faute de vos prédécesseurs, puisqu'il s'agit d'une question d'actualité (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) et que d'ailleurs, deux ans après l'alternance, ça ne marche plus.

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Si, ça marche !

M. Michel Françaix. Monsieur le ministre, y a-t-il une fatalité de l'enlisement pour tous les dossiers que vous approchez ? (« *Oui !* » sur les bancs du groupe socialiste) Impasse sur le dossier des intermittents du spectacle, aggravée par des vilénies contre les jeunes femmes enceintes, que certains voudraient priver de tout statut (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) ; situation folle à France 2, où la course à l'échalote derrière TF1, au mépris des règles du service public, nous a fait vivre un suspense insoutenable : après « Alain Juppé se retire-t-il de la vie politique ? », « Olivier Mazerolle se retire-t-il de la vie médiatique ? »... Moralité, si l'on peut dire, ne démissionne pas toujours celui qu'on croit ! (*Rires sur les bancs du groupe socialiste.*) Et, surtout, il y a cette grève à Radio France, à laquelle s'est jointe RFI, avec ses 610 journalistes et 4 000 permanents, triste record de la grève la plus longue de notre histoire.

M. René Couanau. C'est nul !

M. Michel Françaix. Et pourtant, la qualité du service public de la radio est plébiscitée : France Inter avec ses 5,4 millions d'auditeurs, et France Info, première radio thématique, que vous abandonnez ! Oui, que vous abandonnez, dans cette stratégie du pourrissement, que vous affectionnez tant. Dommage d'ailleurs que M. Sarkozy ne soit pas leur ministre de tutelle, car lui dirait que la performance vaut récompense ! Mais je sais que tout n'est peut-être pas votre faute, car vous appartenez à un gouvernement où le patrimoine que représentent les radios publiques est balayé d'un revers de main,...

M. Jean Auclair. Très bien !

M. Michel Françaix. ... où la panne du service public est voulue.

M. Jean Auclair. Encore mieux !

M. Michel Françaix. Serez-vous le ministre qui, avec d'autres, prolongera son idylle avec TF1 au point de rendre incontournables la privatisation de France 2 et l'abandon du patrimoine que constituent les radios publiques ? Est-ce, après Malraux, après Lang, votre façon de défendre l'exception culturelle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la culture et de la communication.

M. Jean-Jacques Aillagon, ministre de la culture et de la communication. Mesdames et messieurs les députés, la fresque que vient de dérouler M. Françaix est hardie, mais elle n'est guère crédible. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*) Votre assemblée est dominée par la représentation de l'Ecole d'Athènes, qui doit nous inviter à appliquer les principes de la raison et du sain raisonnement. (« *Bravo !* » sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Or l'amalgame est contraire aux principes de la raison. Que vient de faire M. Françaix, sinon de mettre dans le même sac une série de phénomènes isolés, et de tenter d'accréditer l'idée que ceux-ci ont un rapport les uns avec les autres ?

D'un côté, vous le savez, s'agissant de France 2, il y a un problème de responsabilité éditoriale. D'un autre côté, s'agissant de Radio France, il y a un conflit social,...

M. Michel Françaix. Vous en êtes responsable !

M. le ministre de la culture et de la communication. ... portant sur des revendications salariales.

S'agissant de France 2, comme vous le savez, tant le président de France Télévisions que le directeur de l'information ont pris leurs responsabilités.

Mme Martine David. Et vous ?

M. le ministre de la culture et de la communication. Il n'appartenait pas au ministre de la culture et de la communication de faire ingérence dans ce processus.

M. Christian Bataille. Tartuffe !

M. le ministre de la culture et de la communication. Si je l'avais fait, vous auriez dit, mesdames et messieurs les députés, que le temps du ministère de l'information était revenu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

S'agissant de Radio France, j'ai déjà exposé ici, devant votre assemblée, la position du Gouvernement. Premièrement, attachement au service public de la radio et de la télévision. Nous l'avons démontré.

Deuxièmement, démenti catégorique de la fable, que vous essayez d'accréditer, d'un démantèlement du service public et d'une privatisation de France Télévisions et de Radio France. C'est faux, je le dis solennellement ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Troisièmement, soutien à la responsabilité des patrons de l'audiovisuel public. Nous ne pratiquons pas à leur égard comme vous avez trop souvent pratiqué,...

M. François Hollande. Oh, ça va !

Mme Martine David. C'est aujourd'hui, la grève ! Pas hier !

M. le ministre de la culture et de la communication. ... en essayant de déstabiliser leurs responsabilités par des manoeuvres subalternes.

Quatrièmement, soutien apporté au président de Radio France pour qu'une solution puisse se dégager, qui soit à la fois honorable et convenable.

M. François Hollande. Avec quels moyens ?

M. le ministre de la culture et de la communication. Ce matin, je m'en suis encore entretenu avec le président de Radio France,...

M. Christian Bataille. Et alors ?

M. le ministre de la culture et de la communication. ... M. Cavada, à qui je fais confiance. Et j'ai bon espoir que la responsabilité de la direction et des syndicats...

M. François Hollande. Et la vôtre ?

M. le ministre de la culture et de la communication. ... aboutira à une conclusion heureuse de ce conflit.

(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

Données clés

Auteur : [M. Michel Françaix](#)

Circonscription : Oise (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1175

Rubrique : Audiovisuel et communication

Ministère interrogé : culture et communication

Ministère attributaire : culture et communication

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 février 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 12 février 2004